



Montreuil, le 25 mars 2020

Aux camarades de la Commission exécutive confédérale

Chères et chers camarades,

C'est par différents canaux que nous avons découvert le communiqué que notre confédération a signé le 19 mars avec 4 autres organisations syndicales de salariés et les organisations représentatives du patronat.

L'UFSE-CGT, par la voix de sa commission exécutive, tient à vous faire part de son désaccord avec cette initiative.

D'abord, ce texte - intitulé "relevé de réunion" - relève à ce point du consensus a minima qu'il est muet sur des aspects essentiels de la crise actuelle et les responsabilités des uns et des autres.

Ensuite, que la CGT, de surcroît dans la situation que nous traversons, signe un texte de cette nature avec le MEDEF dont les intérêts sont absolument divergents de ceux des salariés - en particulier, les centaines de milliers qui, au risque de leur santé et celle de leurs proches, assurent le fonctionnement de la société - est tout à fait inapproprié.

Enfin, comment comprendre que notre confédération s'engage sur une démarche dont sont a priori écartées des organisations syndicales qui sont à nos côtés dans les combats essentiels que nous menons depuis des mois ?

Nous ne pouvons par ailleurs que nous étonner qu'une décision d'une telle importance ait été prise sans consultation au préalable de la CEC.

Nous ne proposons cependant pas que notre confédération se retire à présent de ce communiqué : il est trop tard et cela contribuerait à dégrader notre image.

En revanche, nous demandons que les futurs communiqués « unitaires » pour lesquels nous serions sollicités jusqu'à la fin de la crise sanitaire fassent l'objet d'une consultation de la CEC.

Nous estimons également qu'il serait tout à fait pertinent que la direction confédérale soit à l'initiative d'un document unitaire avec les organisations qui luttent avec nous depuis l'automne 2019 contre la réforme des retraites. Ce document pourrait utilement condamner clairement la loi du profit-roi, souligner le rôle essentiel des services publics, remettre en cause les politiques d'austérité qui se sont succédé, rappeler quelques revendications essentielles et, bien entendu, exiger une protection accrue des salariés dans la période actuelle.

Bien fraternellement,

Jean-Marc CANON
Secrétaire général de l'UFSE-CGT